Conseil d'Administration de l'EPA Masse des Douanes 18 octobre 2016

Des organisations syndicales claquent une fois de plus la porte …

Ce Conseil d'Administration (CA) était exceptionnellement présidé par la Sous-directrice de la Direction B, en l'absence de la Directrice Générale empêchée par une réunion de dernière minute à Matignon.
En préalable à ce CA vos élus ont lu la déclaration intersyndicale en pièce jointe en exigeant des engagements précis sur quatre sujets bien précis. La situation à l'EPA Masse se dégrade de plus en plus, l'objet social que constitue notre Masse des Douanes devient complètement absent du débat et il est grand temps de prendre des mesures concrètes pour répondre à des situations de plus en plus urgentes vécues par les locataires. Plus de blabla et de vagues promesses, les locataires payeurs veulent des résultats.
Les réponses données par la Présidente de l'EPA Masse étaient un préalable à notre présence constante à ce conseil d'administration.

Sur l'organisation territoriale de l'Établissement

Nouveau tour de vis dans le resserrement du réseau ordonnateur avec, à la clef, la disparition du service territorial de Poitiers-La Rochelle. L'EPA Masse nous dit qu'il souhaite garder une antenne Masse sur place à La Rochelle. Mais quid des emplois et sur quel BOP seront-ils pris ? Dans quelles conditions ? Pas de garantie de la part de l'EPA Masse, donc impossible pour nous de signer un chèque en blanc.

Sur l'accès aux logements par des enfants de douaniers

En attendant le groupe de travail sur ce thème qui doit avoir lieu au début de l'année 2017, les organisations syndicales avaient demandé de la bienveillance sur ce dossier. Or, dans certaines CTM comme celle de Marseille, certains dossiers d'enfants de douaniers ne sont même pas présentés ! Des pressions étant même exercées par le Directeur de l'EPA Masse pour que ces dossiers soient mis de côté.
Réponse du Directeur de l'EPA Masse : « j'ai écrit une note sur le sujet qui est parti hier ». Cela nous laisse circonspects, nous demandons à voir.

Sur les violences à Tremblay 2

La situation se dégrade au fil des semaines. Depuis des années les organisations syndicales aussi bien locales que nationales avaient exigé auprès des services de la Masse que ces derniers fassent pression sur le bailleur social pour que les cités de Tremblay bénéficient d'une sécurisation aussi bien des parkings que des bâtiments. Seulement depuis des années bailleur et service de la Masse se renvoient la balle et à chaque événement de violence urbaine dans ou aux abords de ce quartier, voitures et biens mobiliers en font les frais. Quelques rondes supplémentaires de la part de la Police ne suffisent plus. Les locataires, douaniers pour la plupart, ne paient pas leur loyer pour retrouver au mieux leur voiture dégradée, au pire brûlée. Leur exaspération est à son comble aujourd'hui. Nous exigeons qu'immédiatement la Direction Générale prenne contact avec notre Ministère de tutelle, afin de débloquer des fonds exceptionnels pour répondre à cette situation d'urgence et d'engager au plus vite les travaux de sécurisation en concertation avec la ville et le

bailleur. Réponse de la Présidente : « nous allons faire pression sur le bailleur ». Complètement insuffisant à nos yeux au vue de la situation !

La CGT invite les locataires de Tremblay 2 à se rendre massivement à la réunion du 8 novembre 2016 (18h) qui aura lieu au gymnase Guimier en présence de représentant de la Mairie, de logement francilien, du service territorial d'Ile de France et du service central de l'EPA Masse. Il est important d'être nombreux !

Sur l'accès au logement de nos nouveaux collègues

Les deux années à venir sont exceptionnelles en terme de recrutement et dans le même temps la Masse a besoin de rentrées financières. Nous avons demandé à la Présidente d'établir un « plan d'urgence » pour loger nos nouveaux collègues en sollicitant le Ministère pour qu'il octroie à la Masse des Douanes de nouveaux bâtiments domaniaux et en renforçant notre partenariat avec l'ALPAF. En effet, celle-ci détient un parc immobilier très important en Ile de France permettant, de ce fait, d'avoir un volant de logements attribués aux douaniers complémentaire dès la fin de cette année 2016. Réponse de la parité administrative : « on va faire un effort sur l'attractivité ». Encore une fois, c'est largement insuffisant à nos yeux !

Nous constatons une fois de plus que la Présidente de l'EPA Masse reste toujours vague, refusant d'apporter des réponses précises à des questions urgentes qui ont un impact immédiat sur la vie quotidienne des locataires.

Les élus du SNAD-CGT restent très inquiets sur le devenir de notre logement social, d'autant plus que les perspectives annoncées suite au rapport de la Cour des comptes n'augurent rien de bon pour son avenir. Ainsi on peut trouver pèle-mêle dans les orientations qui seront étudiées en début d'année 2017 :

- L'augmentation des recettes de l'établissement qui doit garantir un niveau satisfaisant de rénovation des travaux : la politique des loyers sera revue en conséquence.
- Le dépôt de garantie sera généralisé, afin de sécuriser le niveau d'entretien des logements et d'en responsabiliser plus encore les occupants.
- La programmation des cessions : à ce titre, un inventaire des cessions à soumettre au Conseil d'Administration sur les deux ou trois exercices à venir sera établi, après discussion avec France Domaine.

A l'examen des réponses fournies par la Présidente et du Directeur de l'EPA, l'ensemble des organisations syndicales à l'exception de la CFDT ne se sont pas présentées en séance, boycottant ainsi l'instance convoquée. La Présidente, constatant que le quorum n'était pas atteint, a dû ajourner ce CA séance tenante.

Les élus du SNAD-CGT
Mathilde Morival
Abdelkader Dahamni
Jacky Karpouzopoulos